

Crise alimentaire : une opportunité pour l'Afrique ?

Agriculture. Note d'Alexandre Vilgrain* pour CAPafrique, juin 2007

La hausse des prix des aliments de base dans les pays en voie de développement a eu des conséquences dramatiques (émeutes, morts). Pourraient-elles avoir des conséquences positives à moyen terme ? Si l'on veut bien se donner la peine de trouver et guérir les causes de cet état de fait et non comme bien souvent uniquement gérer les conséquences jusqu'à la prochaine crise, la réponse serait « oui ».

Les causes

Cela paraît relever du bon sens mais on a oublié l'objectif premier de tout pays, à savoir : « l'autosuffisance alimentaire », ou comment ne pas dépendre d'autres pays pour nourrir basiquement sa population ? Nous pouvons tous dépendre des autres et inter dépendre des autres pour tout, c'est la mondialisation. Sauf pour l'essentiel : l'eau et la nourriture de base qui comprend avant tout les amidons (sucres lents) indispensables à la nourriture humaine (le blé, le maïs, le riz, le mil, le manioc, etc.).

Pour ces produits qui n'ont pas d'équivalent dans l'importance stratégique, le maître mot aurait dû être : indépendance totale, par pays, ou par groupe de pays formant des ensembles cohérents (par exemple en Afrique : UEMOA, CEMAC). Les États-Unis et la France sont des pays qui n'ont jamais perdu cette autosuffisance qui les ont protégés, tout d'abord, par des protections douanières puis par des subventions. Même le Japon produit son riz en excédent, il en a même stocké 2,3 millions de tonnes en pleine crise mondiale sur ce produit alors que l'OMC l'oblige à acheter cette denrée auprès du Vietnam et de la Thaïlande.

Les pays riches savent que la faim est le pire des fléaux et que ni la police, ni l'armée ne peuvent rien face à une population qui a faim. Haïti en a été la preuve.

Pourquoi les pays pauvres, notamment africains, ont abandonné cette stratégie d'autosuffisance ?

Abandonné est bien le terme car il y a encore quelques décennies, ils étaient autosuffisants et même exportateurs sur ces produits de base. Et l'augmentation de leur population ne justifie en rien cet inversement de tendance. La plupart de ces pays ont pris la pente de la mondialisation « facile ». Celle du transport pas cher, celle des importateurs qui ont des coûts de financement très bas avec des taux d'intérêts bas, celle de la dictature du consommateur qui ne voit que le prix et non son travail. Sont venues se rajouter à cela, les subventions des pays riches sur leur excédent alimentaire.

Le politique, le financier, le commerçant, le consommateur a cru que le paysan qui hurlait n'avait qu'à s'adapter, que son prix de revient était trop haut, qu'il devait se plier où disparaître, relayé en cela par le FMI, la Banque Mondiale, la SFI et tous les grands organismes chargés « du bonheur des autres ». Bref, une communauté de pensée qui croit que la terre est une industrie comme les autres, que la production agricole est affaire de moyens, et que, comme une usine, on peut l'arrêter et la redémarrer en fonction des marchés... que le temps compte peu, et le temps dans les deux sens du terme : la météo et l'horloge.

Pour la plupart de ces pays, la facilité a été d'abandonner la production locale au profit d'importations sans droit de douane, et lorsque le mot « abandonné » est dit, il faut comprendre qu'on a abandonné des villages entiers, un savoir-faire agricole au profit d'une émigration dans les grandes villes, avec toutes les conséquences que nous connaissons. Mais voilà, les perturbations climatiques et le retournement du marché sont arrivés ; cela était prévisible car c'est dans les gènes même de tous marchés agricoles. Le constat est là : énormément de pays dans le monde et notamment africains ne sont pas autosuffisants sur l'essentiel.

L'opportunité ?

Cette crise est peut-être une opportunité pour que les États touchés prennent enfin conscience de l'importance d'une production agricole nationale répondant au minimum vital de la population.

Malheureusement, la production agricole prend l'ascenseur pour descendre et l'escalier pour remonter. C'est long, c'est difficile et coûteux. Les milliers d'hectares voire millions que certains pays pensent pouvoir mettre en culture en peu de temps, à grand renfort d'articles dans les journaux et de financement internationaux, est un rêve inaccessible pour la prochaine campagne et même pour les quelques suivantes. En effet, la mise en oeuvre de moyens techniques et humains se font sur plusieurs années et implique des infrastructures (routes, silos) mais aussi des financements, des banques, etc.

Les produits agricoles sont donc difficiles à protéger au départ ; cela donne l'impression de faire beaucoup d'efforts pour une production insuffisante dans un premier temps, mais c'est le prix à payer. Si nous regardons la France, les efforts consentis depuis des années à l'agriculture paraissent surdimensionnés, sauf qu'en 2007, lorsque le blé est monté à 300 euros la tonne, le pain était disponible dans les boulangeries. Même à 1 euro la baguette, elle est là et cela n'a pas de prix.

Il faut espérer que la détente sur les prix du blé et autres céréales qui va inmanquablement arriver, ne va pas détourner les États de leur obligation, cette fois impérative, d'être autosuffisants sur ces produits de base et donc de protéger leurs marchés et donc leurs paysans pour qu'il puisse à nouveau produire et vivre de leur production. L'industrie agroalimentaire privée viendra alors développer les productions locales car si les États protègent l'essentiel, il est évident qu'ils créent un cadre réglementaire propice à l'investissement privé et que par là, en rentrant dans ce cercle vertueux, ces pays se développeront enfin.

L'indépendance nationale n'est pas antinomique avec le développement ni même la mondialisation. Elle est un chemin qui me paraît nécessaire tant que cette indépendance n'est pas assurée sur les choses les plus élémentaires. ■

* **Alexandre Vilgrain** est le président directeur général de la Somdiaa, producteur de farine et de sucre en Afrique centrale (Gabon, Cameroun, Congo-Brazzaville, Tchad).